

Commune
de SAINT-ABIT



PROCES VERBAL
SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU VENDREDI 20 MARS 2026

Nombre de conseillers :

En exercice: 11
Présents: 09
Votants: 11

Date de convocation : 16/03/2026

Date d'affichage : 16/03/2026

L'An Deux mille Vingt et le vingt-six le vingt du mois de Mars à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Saint Abit dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans la salle communale, sous la présidence de Monsieur Michel CAZET, le Maire.

PRÉSENTS: CARVALHO Alicia, COURATTE Andrée, PONTOIS Hélène, PONTOIS Brigitte, TUQUET Eric, LEGRAND Jordan, LEGRAND Stéphane, AYSE Patrick, CAZET Michel

ABSENTS : DELCEY Annie, CAZET Joëlle

A DÉLÉGUÉ SON DROIT DE VOTE conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : DELCEY Annie a donné pouvoir à LEGRAND Jordan et CAZET Joëlle a donné procuration à CAZET Michel

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Alicia CARVALHO

Après avoir accueilli les participants et constaté que le quorum était atteint, le Président de séance propose de procéder à l'examen de l'ordre du jour suivant :

- Election du Maire ;
- Fixation du nombre d'adjoints ;
- Election des Adjoints ;
- Election des délégués : SEAPAN, Syndicat Intercommunal du Gave de Pau, SDEPA, Commission Syndicale pour la Gestion de la Donation Bur, RPI Pardies-Pietat/Balirros/Saint Abit ;
- Délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal ;
- Versement des indemnités de fonctions au Maire et aux adjoints.
- Proposition des membres de la Commission Communale des Impôts Directs ;
- Election des membres de la Commission d'Appel d'Offres ;

DELIBERATIONS :

1/ Création de postes d'Adjoints

Monsieur le Maire rappelle que la création du nombre d'adjoints relève de la compétence du Conseil Municipal.

En vertu de l'article L.2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal détermine librement le nombre d'adjoints sans que celui-ci puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal.

Ce pourcentage donne pour la commune un effectif maximum de 3 adjoints.

Il est proposé la création de deux postes d'adjoints.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents la création de deux postes d'adjoints au maire.

2/ Délégations consenties au Maire par le Conseil Municipal

Monsieur le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide, à l'unanimité, pour la durée du présent mandat, de confier à Monsieur le Maire les délégations suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales.

2° De fixer, dans les limites d'un montant de 2500 euros, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites d'un montant de 100 000 euros, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article [L. 211-2](#) ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code pour un montant maximum de 100 000 euros;

16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants et de 5 000 € pour les communes de 50 000 habitants et plus;

17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 10 000 euros par sinistre;

18° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19° De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article [L. 311-4](#) du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article [L. 332-11-2](#) du même code, dans sa rédaction antérieure à la [loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014](#) de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé à 50 000 euros par année civile;

21° D'exercer ou de déléguer, en application de [l'article L. 214-1-1](#) du code de l'urbanisme, au nom de la commune pour un montant maximum de 100 000 euros, le droit de préemption défini par l'article [L. 214-1](#) du même code;

22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans les conditions fixées par le conseil municipal;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article [L. 151-37](#) du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, pour un montant maximum de 50 000€, l'attribution de subventions ;

27° De procéder, pour un montant maximum de 100 000 €, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de [l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975](#) relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation;

29° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

30° Admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du conseil municipal, qui ne peut être supérieur à 200 euros.

31° Autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L.2123-18 du C.G.C.T

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

3/ Élection des délégués à la Commission Syndicale pour la Gestion de la Donation BUR

Le Maire expose qu'à la suite du renouvellement du Conseil Municipal, et conformément aux dispositions de l'article L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil doit procéder à l'élection de quatre délégués pour représenter la Commune au Comité du Syndicat.

Il invite les membres du Conseil Municipal à voter.

Après vote, sont élus, à l'unanimité, délégués :
Brigitte PONTOIS
Stéphane LEGRAND
Andrée COURATTE
Eric TUQUET

4/ Élection des délégués au Regroupement Pédagogique Intercommunal Pardies-Pietat/Baliros/Saint-Abit

Le Maire expose qu'à la suite du renouvellement du Conseil Municipal, et conformément aux dispositions de l'article L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil doit procéder à l'élection de quatre délégués pour représenter la Commune au RPI Pardies Pietat / Baliros / Saint Abit.

Il invite les membres du Conseil Municipal à voter.

Après vote, à l'unanimité, sont élus délégués titulaires :
Michel CAZET
Brigitte PONTOIS
Eric TUQUET
Patrick AYSE

Et sont élus délégués suppléants :
Alicia CARVALHO
Jordan LEGRAND
Stéphane LEGRAND

5/ Élection des délégués au TE 64 : Territoire d'Énergie des Pyrénées-Atlantiques

Le Maire expose qu'à la suite du renouvellement du Conseil Municipal, et conformément aux dispositions de l'article L 5211-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil doit procéder à l'élection de deux délégués pour représenter la Commune au Comité du Syndicat.

Il invite les membres du Conseil Municipal à voter.

Après vote, à l'unanimité, sont élus délégués :

recevoir une indemnité sur décision du conseil municipal et dans la limite de l'enveloppe indemnitaire. Il convient de préciser à ce sujet que les dispositions de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales laissent au maire la faculté de déléguer ses fonctions à des membres du conseil municipal, non seulement lorsque les adjoints sont absents ou empêchés, mais aussi lorsque ces derniers sont tous titulaires d'une délégation.

Le Maire rappelle que la Commune appartient à la strate démographique de moins de 500 habitants ; le taux maximal en pourcentage de l'indice brut maximal 1027 est de :

- 28.1 % pour le Maire
- 10.89 % pour chacun des adjoints.

Le Maire invite l'assemblée à se prononcer sur l'application de ces dispositions et sur les modalités de répartition des crédits alloués entre le Maire, les adjoints et conseillers municipaux attributaires des délégations.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir largement délibéré, à l'unanimité,

Considérant le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints,

Considérant les délégations de fonction accordées par le Maire aux adjoints,

Considérant que le Conseil Municipal peut faire masse des indemnités pour les répartir entre les bénéficiaires qu'il aura désignées en tenant compte de leur charge de travail, sans dépasser le montant total des indemnités susceptibles d'être accordées au Maire et adjoints réglementaires,

DECIDE d'attribuer :

- **à Mr le Maire** : l'indemnité de fonction au taux de 28.1 % du montant de traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique,
- **à Mr le 1^{er} adjoint** : l'indemnité de fonction au taux de 10.89 % du montant de traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique,
- **à Mr le 2^{ème} adjoint** : l'indemnité de fonction au taux de 10.89 % du montant de traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique,

PRECISE :

- que ces indemnités évolueront automatiquement selon les variations de la valeur 100 majoré applicable aux fonctionnaires ;
- que la dépense sera imputée à l'article 6531 du budget communal ;
- que conformément aux dispositions de l'article L.2123-20-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales, un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal est joint à la présente délibération.

8/ Caractéristiques du poste 6232 : Fêtes et Cérémonies

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'il y a lieu de fixer les dépenses pouvant être imputées au poste 6232, Fêtes et Cérémonies. Il propose :

Titulaire : Monsieur CAZET Michel

Suppléant : Monsieur Eric TUQUET

6/Élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres

Le Maire expose que la Commune devra être amenée à passer des marchés publics pour la réalisation de travaux, la livraison de fournitures ou pour des prestations de services.

Il indique qu'il convient d'élire les membres du Conseil Municipal appelés à siéger à la commission d'appel d'offres.

Il précise à ce sujet que, la Commune comptant moins de 3500 habitants, la commission se compose du Maire ou de son représentant, président, et de trois membres élus par le Conseil Municipal à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il signale également que, selon les mêmes modalités, il appartient au Conseil Municipal d'élire les trois membres suppléants appelés à remplacer les membres titulaires en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci. Il invite en conséquence ses collègues à déposer sur le bureau les listes des candidats à l'élection à la commission d'appel d'offres.

Il invite l'assemblée à se prononcer sur cette affaire, **Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité**

ELIT les membres de la Commission d'Appel d'Offres. Les résultats de l'élection sont les suivants, une seule liste ayant été présentée :

TITULAIRE : Michel CAZET

SUPPLEANT : Andrée COURATTE

TITULAIRE : Eric TUQUET

SUPPLEANT : Hélène PONTOIS

TITULAIRE : Stéphane LEGRAND

SUPPLEANT : Joëlle CAZET

7/ Indemnités du Maire et des Adjointes.

Le Maire fait savoir à l'assemblée que les indemnités dont peuvent bénéficier les élus locaux sont fixées par les articles L.2123-20 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales. Il indique le montant maximum pouvant être versé au maire es calculé en fonction de la strate démographique de la commune et par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique, soit l'indice brut 1027. Ce montant peut être majoré pour les élus des communes visées à l'article L.2123-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les indemnités de fonction des adjoints sont également fixées, par strates démographiques, en pourcentage de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (indice brut 1027).

Il précise que l'indemnité versée à un adjoint peut dépasser le maximum prévu, à condition que le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au Maire et aux adjoints ne soit pas dépassé.

En outre il peut être attribué aux conseillers une indemnité de fonction, sous deux conditions :

- Celle-ci doit rester dans l'enveloppe indemnitaire, à savoir le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints ;
- Elle ne peut excéder 6 % de l'indice brut 1027 majorée 830.

Enfin les conseillers municipaux bénéficiant de délégations de fonctions du maire peuvent

- les règlements de frais liés aux fêtes locales, manifestations officielles et cérémonies liées à la vie de la commune ;
- les Commémorations légales ;
- l'accueil des délégations officielles ;
- le repas ou coffret gourmand du 3^{ème} âge ;
- l'achat de gerbes de fleurs pour les cérémonies,
- Frais de repas organisés par le conseil municipal,
- Carte cadeaux aux agents pour Noël.
- les manifestations culturelles et sportives liées à la vie associative de la commune ;
- les événements exceptionnels liés à la vie familiale des habitants de la commune.


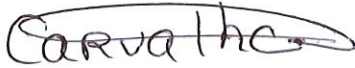
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE que toutes ces dépenses pourront être mandatées sur le poste 6232, Fêtes et Cérémonies.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :

RAS

Les délibérations prises au cours de la séance sont numérotées de 1 à 8.

<p>Signature du Maire :</p> 	<p>Signature du secrétaire de séance :</p> 
---	--

